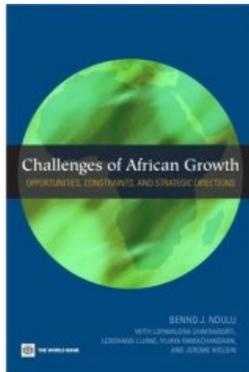


Fiche de lecture



Challenges of African Growth, opportunities, constraints and strategic directions¹

Benno J. Ndulu, Lopamudra Chakraborti, Lebohang Lijane et Vijaya Ramachandran
(The World bank, Washington, 2007)

Cet ouvrage est le produit d'un travail collectif dirigé par Ndulu Benno du département Afrique de la Banque mondiale, assisté de L. Chakraborti, L. Lijane, V. Ramachandran et J. Wolgin. Il s'inscrit dans la continuité de travaux antérieurs portant sur la croissance en Afrique tels que les rapports de la Banque mondiale de 2000 intitulé *Can Africa Claim the 21st Century* ou celui de 2005, *Economic growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform*, mais aussi d'un programme de recherche mené par l'*African Economic Research Consortium* (AERC) portant sur l'économie politique de la croissance économique en Afrique de 1960 à 2000. Il se compose de cinq chapitres et cherche à répondre essentiellement à trois questions: 1/ Quels sont les opportunités de croissance qui s'offrent à la grande diversité des pays africains ? ; 2/ Quelles sont les principales contraintes à l'exploitation de ces opportunités ? 3/ Comment faire en sorte que les orientations des gouvernements africains et des partenaires du développement soutiennent les actions propices à la croissance initiées au sein des pays africains ?

L'intérêt d'un tel ouvrage n'est pas tant dans les recommandations qui, comme nous le verrons ultérieurement, sont peu innovantes, mais dans le fait qu'il offre une analyse quantitative de la croissance de long terme en Afrique, en s'appuyant sur une riche compilation de données macro-économiques. C'est ainsi qu'il donne, dans le chapitre 3, une décomposition des sources de la croissance économique de 1960 à 2003 d'une vingtaine de pays africains ainsi qu'une actualisation des travaux, menés à la fin des années 90, sur l'économétrie de la croissance. A ce propos, on appréciera le fait que les auteurs restent prudents quant aux possibles liens de causalité que les régressions économétriques sont en mesure de révéler entre d'un côté la croissance et, de l'autre, les facteurs traditionnellement mobilisés dans cette littérature, à savoir les conditions initiales et les variables de politiques économiques.

L'ouvrage montre que les pays africains, tout en connaissant des trajectoires très diversifiées, ont connu, dans leur ensemble, des phases très contrastées de croissance, donnant, au final à

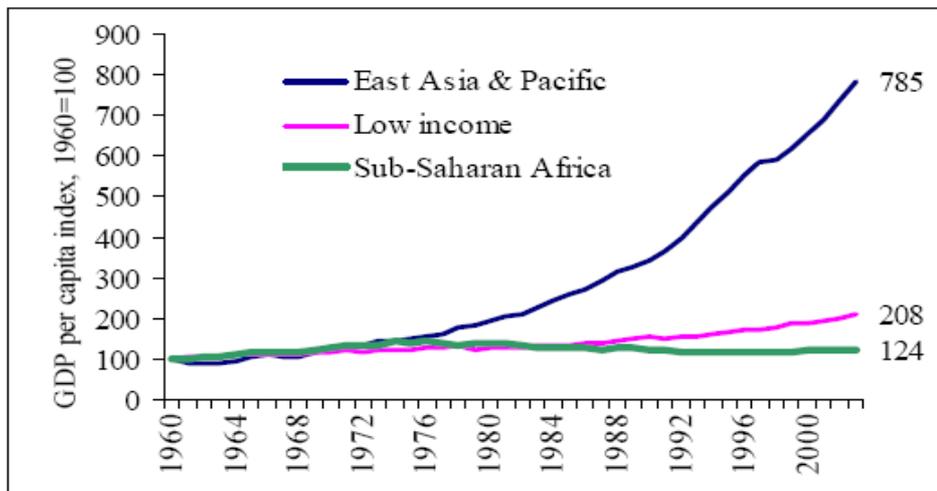
¹ Disponible sur http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/AFR_Growth_Advance_Edition.pdf

l'ensemble du continent de faible performance économique comme le montre le graphique ci-dessous extrait de l'ouvrage. Entre 1960 et 2004, 20 pays d'Afrique au Sud du Sahara (pour lesquels des séries continues sont disponibles) ont connu une baisse de revenu de l'ordre de 20%, l'essentiel de cette décroissance se concentrant sur la période allant de 1974 à 1994. De 1960 à 1974, 13 pays africains avaient une croissance moyenne supérieure à celles des autres pays en développement, à savoir le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Kenya, le Lesotho, l'Île Maurice, le Malawi, la Namibie, le Nigéria, les Seychelles, le Togo, la Tanzanie et l'Afrique du Sud. De 1974-1994, seulement 7 pays africains ont connu une croissance supérieure à la croissance moyenne des PVD : le Burkina Faso, le Botswana, le Cap vert, la RDC, le Lesotho, l'Île Maurice, et les Seychelles. Enfin, les vingt dernières années (1994-2004) sont une période de croissance du PIB par tête pour un grand nombre d'entre eux. 20 pays africains ont une croissance supérieure à la croissance moyenne des PVD : le Soudan, le Tchad, la Guinée Équatoriale, l'Angola, le Ghana,

l'Éthiopie, le Bénin, le Mali, le Malawi, le Mozambique, le Sénégal et la Tanzanie.

Ce qui distingue essentiellement la croissance en Afrique du reste des pays en développement est la lenteur relative de l'augmentation de la productivité. A niveau d'investissement égal, la croissance en Afrique ne représente que 1/3 à 1/2 de la croissance en Asie. L'assainissement des finances publiques et des comptes extérieurs, opéré depuis les années 90, a permis de relativement normaliser la situation des pays africains par rapport au reste des pays en développement. Il n'en demeure pas moins que les réformes d'ajustement structurel n'ont pas donné lieu pour la grande majorité des pays africains à une diversification sectorielle de la production ou des exportations, l'Afrique restant dépendante des exportations en matières premières. La plupart des pays restent alors très vulnérables à la variabilité des prix sur les marchés internationaux. En outre, les auteurs montrent que les retards pris en matière de transition démographique sont un frein important à la croissance.

Figure 2.5. GDP per Capita—SSA and Other Regions, 1960–2004



Source: The World Bank WDI database.

Note: GDP per capita index 1960=100.

Forts de ces différents constats, les auteurs dégagent des recommandations de politiques économiques afin de relever le défi de la croissance sur ce continent. Selon eux, il s'agit prioritairement (i) de compenser les désavantages structurels dont souffre l'Afrique en matière d'enclavement et de faible maillage de transport, (ii) d'améliorer l'utilisation et la gestion des rentes issues des matières premières, (iii) de réduire les coûts des échanges internationaux, et enfin (iv) de faire en sorte d'accélérer la transition démographique. Pour

ce faire, le climat des affaires doit être amélioré - afin d'accroître la rentabilité des investissements privés et d'attirer des investisseurs étrangers-, des politiques d'investissement massif en infrastructures publiques doivent être entreprises, l'adoption de technique de pointe doit être encouragée pour améliorer la productivité des entreprises, enfin, l'environnement institutionnel doit être assaini (moins de corruption, réduction des coûts de transactions, meilleure protection des droits de propriété, ...).

Les personnes habituées aux recommandations émanant des institutions de Brettons Wood concernant l'Afrique ne seront aucunement surprises par de telles propositions, qui, à l'exception, me semble-t-il, de l'intérêt porté au problème de la transition démographique, sont assez convenues. Le caractère attendu de la plupart n'entame cependant pas leur pertinence.

Par contre, il nous semble que l'ouvrage fait abstraction d'un certain nombre de points importants. En se focalisant quasi-exclusivement sur l'environnement des affaires, les perspectives d'investissement, et les contraintes macro-économiques de la croissance, les questions d'éducation, de formation, de santé, de contraintes d'insertion sur le marché du travail des jeunes sont très peu traitées. Il en est de même de l'ensemble des contraintes spécifiques aux ménages telles que l'accès au crédit et aux mécanismes d'assurances

qui seraient en mesure d'améliorer leurs capacités productives. C'est ainsi que, d'après les auteurs, la réduction de la pauvreté en Afrique proviendrait prioritairement d'une croissance macroéconomique soutenue, le caractère « pro-pauvres » de la croissance allant de soi. Dans cette logique, le problème des inégalités et de leurs effets potentiellement néfastes sur la croissance ne sont pas discutés, alors que les inégalités sont en Afrique parmi les plus élevées au monde. A la lecture de cet ouvrage, on a alors le sentiment que les travaux menés sur les relations entre croissance, inégalité, équité et pauvreté - souvent au sein même de la Banque mondiale- ne sont pas pris en compte. Le défi d'une croissance pro-pauvres en Afrique n'est donc pas traité dans l'ouvrage, alors même qu'il est primordial, étant donné les performances relativement médiocres de réduction de la pauvreté depuis une dizaine d'années dans la plupart des pays africains.

Sandrine Mesplé-Somps

